

PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES

Après une progression de 1,0 % du PIB réel en 2012, la croissance économique au Québec devrait s'accroître à 1,3 % en 2013 et à 1,8 % en 2014.

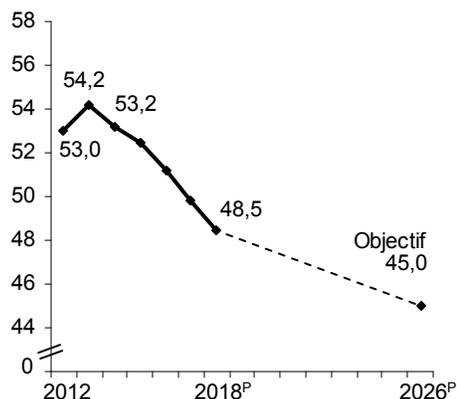
– Il s'agit néanmoins d'une révision à la baisse de 0,2 point de pourcentage en 2013 et en 2014, par rapport à la prévision du budget de novembre dernier, qui reflète les difficultés économiques mondiales.

La croissance de l'emploi se poursuit. La création d'emplois s'est chiffrée à 30 800 en 2012, soit une hausse de 0,8 %. Le renforcement de la croissance économique devrait se traduire par la création de 44 500 emplois en 2013 et de 36 500 emplois en 2014.

– Le taux de chômage devrait continuer de se replier, passant de 7,8 % en 2012 à 7,5 % en 2013 et à 7,4 % en 2014.

DETTE BRUTE AU 31 MARS

(en pourcentage du PIB)

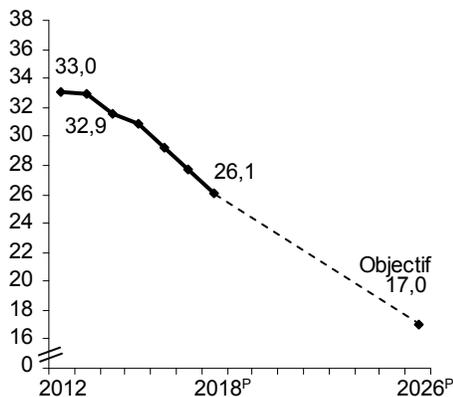


P : Résultats préliminaires pour 2013, prévisions pour 2014 à 2018 et projections pour les années subséquentes.

Note : La dette brute exclut les emprunts effectués par anticipation et tient compte des sommes accumulées au Fonds des générations.

DETTE REPRÉSENTANT LES DÉFICITS CUMULÉS AU 31 MARS

(en pourcentage du PIB)



P : Résultats préliminaires pour 2013, prévisions pour 2014 à 2018 et projections pour les années subséquentes.

CADRE FINANCIER DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC – MARS 2013

(en millions de dollars)

	2012-2013	2013-2014	2014-2015	2015-2016	2016-2017	2017-2018
Revenus budgétaires⁽¹⁾	68 652	72 109	74 133	76 500	78 949	81 260
Dépenses budgétaires⁽¹⁾						
Dépenses de programmes	-62 642	-63 825	-65 411	-67 502	-69 665	-71 881
Service de la dette	-7 822	-8 516	-8 535	-8 652	-8 749	-8 934
Total des dépenses budgétaires	-70 464	-72 341	-73 946	-76 154	-78 414	-80 815
Entités consolidées⁽²⁾	1 298	1 485	1 051	1 500	1 600	2 180
Provisions pour éventualités	-50	-200	-300	-400	-400	-400
Écart à résorber	—	—	430	430	430	430
Perte exceptionnelle – Fermeture de Gentilly-2	-1 876	—	—	—	—	—
SURPLUS (DÉFICIT)	-2 440	1 053	1 368	1 876	2 165	2 655
LOI SUR L'ÉQUILIBRE BUDGÉTAIRE						
Versements des revenus dédiés au Fonds des générations	-936	-1 053	-1 368	-1 876	-2 165	-2 655
Exclusion – Perte exceptionnelle	1 876	—	—	—	—	—
SOLDE BUDGÉTAIRE⁽³⁾	-1 500	—	—	—	—	—

(1) Ce poste correspond aux revenus et aux dépenses du fonds général.

(2) Sont inclus les ajustements de consolidation.

(3) Solde budgétaire au sens de la Loi sur l'équilibre budgétaire.

MAINTIEN DES CIBLES BUDGÉTAIRES ANNONCÉES AU BUDGET 2013-2014

Le gouvernement maintient les objectifs budgétaires établis au budget 2013-2014 malgré une croissance économique plus modérée.

- L'équilibre budgétaire sera atteint en 2013-2014 et maintenu par la suite.
- L'objectif de déficit budgétaire de 1,5 G\$ en 2012-2013 est maintenu.

GESTION RIGOUREUSE DES DÉPENSES

Le maintien des objectifs de dépenses du dernier budget contribue au respect de l'objectif de retour à l'équilibre budgétaire.

La croissance des dépenses de programmes, qui était de 2,5 % en 2011-2012, s'établira à 1,9 % en 2012-2013. Par la suite, elle devrait se situer à 1,9 % en 2013-2014 et à 2,5 % en 2014-2015.

POURSUITE DES OBJECTIFS DE RÉDUCTION DE LA DETTE

Les objectifs de réduction de la dette pour 2025-2026 sont confirmés par le gouvernement :

- 45 % du PIB pour la dette brute;
- 17 % du PIB pour la dette représentant les déficits cumulés.

Pour atteindre ces objectifs, le gouvernement a annoncé dans le budget 2013-2014 qu'il versera au Fonds des générations :

- les revenus découlant de l'indexation du prix de l'électricité patrimoniale, à compter de 2014, soit 95 M\$ en 2014-2015, 190 M\$ en 2015-2016, 290 M\$ en 2016-2017 et 395 M\$ en 2017-2018;
- la totalité des redevances minières à compter de 2015-2016, soit 315 M\$ en 2015-2016 et 360 M\$ par année par la suite;
- les revenus, à compter de 2017-2018, qui découleront de la hausse du bénéfice net d'Hydro-Québec, résultant de la fermeture de la centrale nucléaire de Gentilly-2, soit 215 M\$ par année;
- un montant de 100 M\$ par année, à compter de 2014-2015, découlant de la hausse de la taxe spécifique sur les boissons alcooliques.

Le gouvernement a également annoncé une réduction des investissements prévus en immobilisations de 1,5 G\$ par année à compter de 2013-2014.

PROGRAMME DE FINANCEMENT DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Les emprunts réalisés au cours de l'exercice 2012-2013 devraient s'élever à 20,1 G\$.

En 2012-2013, 18,5 G\$ ont été empruntés sur le marché canadien, soit :

- 14,8 G\$ par des émissions publiques;
- 2,1 G\$ par des emprunts privés;
- 1,6 G\$ par d'autres types d'emprunts.

En 2012-2013, le gouvernement a réalisé, 7,8 % de ses emprunts sur les marchés étrangers, et ce, dans trois devises différentes :

- un emprunt de 1 250 millions de dollars américains (1 247 M\$ canadiens) en février 2013;
- un emprunt de 250 millions de francs suisses (274 M\$ canadiens) en février 2013;
- un emprunt de 5 milliards de yens (53 M\$ canadiens) en mars 2013.

Le gouvernement a effectué des emprunts par anticipation d'un montant de 2,6 G\$ au cours de l'année 2012-2013.

Le programme de financement prévu est de 11 671 M\$ en 2013-2014 et de 17 549 M\$ en 2014-2015.

FINANCEMENT-QUÉBEC

À compter du 1^{er} avril 2013, le Fonds de financement sera responsable du financement des organismes qui sont inclus dans le périmètre comptable du gouvernement, alors que Financement-Québec sera responsable du financement des organismes qui ne sont pas inclus dans le périmètre comptable. Cette modification aura pour effet d'augmenter le programme de financement du Fonds de financement d'environ 4 G\$ en 2013-2014 et d'environ 5 G\$ en 2014-2015, mais entraînera une réduction équivalente du programme de financement de Financement-Québec.

PROGRAMME DE FINANCEMENT DU GOUVERNEMENT EN 2012-2013^P

(en millions de dollars)

	Budget de novembre 2012	Révisions	Programme révisé
FONDS GÉNÉRAL			
Besoins financiers nets ^{(1),(2)}	4 545	375	4 920
Remboursements d'emprunts	4 623	42	4 665
Variation de l'encaisse ⁽³⁾	-4 436	—	-4 436
Dépôts au Fonds d'amortissement des régimes de retraite ou à des régimes de retraite ⁽⁴⁾	—	1 149	1 149
Transactions en vertu de la politique de crédit ⁽⁵⁾	471	-818	-347
Contributions additionnelles au Fonds d'amortissement afférent à des emprunts	3 000	860	3 860
Sous-total	8 203	1 608	9 811
Financement réalisé par anticipation	—	2 646	2 646
FONDS GÉNÉRAL	8 203	4 254	12 457
FONDS DE FINANCEMENT	5 100	-1 022	4 078
Sous-total - Fonds général et Fonds de financement	13 303	3 232	16 535
FINANCEMENT-QUÉBEC	4 000	-414	3 586
TOTAL	17 303	2 818	20 121
Dont : remboursements d'emprunts ⁽⁶⁾	7 743	42	7 785

P : Résultats préliminaires sur la base des emprunts réalisés ou négociés au 22 mars 2013.

Note : Un montant négatif indique une source de financement et un montant positif, un besoin de financement.

- (1) Les montants excluent les besoins financiers nets des entités consolidées qui sont financés par l'entremise des programmes de financement du Fonds de financement et de Financement-Québec.
- (2) Les besoins financiers nets sont ajustés pour tenir compte du non-encaissement des revenus du FARR et des fonds dédiés aux avantages sociaux futurs.
- (3) Correspond aux emprunts réalisés par anticipation en 2011-2012.
- (4) Les dépôts au FARR sont optionnels.
- (5) Dans le cadre de sa politique de crédit, qui vise à limiter le risque financier relatif aux contrepartistes, le gouvernement a encaissé 347 M\$ en 2012-2013 en raison de l'évolution des taux de change.
- (6) Sont compris les remboursements d'emprunts du fonds général (4 665 M\$), du Fonds de financement (1 254 M\$) et de Financement-Québec (1 866 M\$).

COTES DE CRÉDIT ACTUELLES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Agence	Cote	Perspective
Moody's	Aa2	Stable
Standard & Poor's (S&P)	A+	Stable
Dominion Bond Rating Service (DBRS)	A (high)	Stable
Fitch Ratings (Fitch)	AA-	Stable
Japan Credit Rating Agency (JCR)	AA+	Stable

PROGRAMME DE FINANCEMENT DU GOUVERNEMENT EN 2013-2014 ET 2014-2015

(en millions de dollars)

	2013-2014 ^P	2014-2015 ^P
FONDS GÉNÉRAL		
Besoins financiers nets ^{(1),(2)}	-392	400
Remboursements d'emprunts	4 569	7 649
Utilisation du Fonds des générations pour rembourser des emprunts venant à échéance	-1 000	—
Variation de l'encaisse ⁽³⁾	-2 646	—
Dépôts au Fonds d'amortissement des régimes de retraite ou à des régimes de retraite ⁽⁴⁾	—	—
Contributions additionnelles au Fonds d'amortissement afférent à des emprunts	2 140	—
FONDS GÉNÉRAL	2 671	8 049
FONDS DE FINANCEMENT	8 000	8 500
Sous-total - Fonds général et Fonds de financement	10 671	16 549
FINANCEMENT-QUÉBEC	1 000	1 000
TOTAL	11 671	17 549
Dont : remboursements d'emprunts ⁽⁵⁾	9 538	12 290

P : Prévisions.

Note : Un montant négatif indique une source de financement et un montant positif, un besoin de financement.

- (1) Les montants excluent les besoins financiers nets des entités consolidées qui sont financés par l'entremise du programme de financement du Fonds de financement.
- (2) Les besoins financiers nets sont ajustés pour tenir compte du non-encaissement des revenus du FARR et des fonds dédiés aux avantages sociaux futurs.
- (3) Correspond aux emprunts réalisés par anticipation en 2012-2013.
- (4) Les dépôts au FARR sont optionnels.
- (5) Sont compris les remboursements d'emprunts du fonds général (4 569 M\$ en 2013-2014 et 7 649 M\$ en 2014-2015), du Fonds de financement (1 247 M\$ en 2013-2014 et 1 130 M\$ en 2014-2015) et de Financement-Québec (3 722 M\$ en 2013-2014 et 3 511 M\$ en 2014-2015).

SOMMAIRE ÉCONOMIQUE ET FINANCIER DU QUÉBEC

Ce document est disponible sur le site Internet du Ministère.

www.finances.gouv.qc.ca

Publié par le ministère des Finances et de l'Économie :
12, rue Saint-Louis, bureau 2.08
Québec (Québec) G1R 5L3
Téléphone : 418 691-2250
Télécopieur : 418 646-0923
Courriel : sri@finances.gouv.qc.ca

Finances
et Économie

Québec

